

EACEA/2009/05

Déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et à l'absence de conflit d'intérêt

Le (la) soussigné(e) [à compléter]:

Nom de l'entreprise / de l'organisation [à compléter, ou écrire «ne s'applique pas»]:

Adresse légale [à compléter]:

Numéro d'enregistrement [à compléter]:

Numéro de TVA [à compléter]:

Nom du signataire du présent formulaire [à compléter]:

Fonction [à compléter]:

- représentant légal du soumissionnaire vis-à-vis de tierces parties et agissant au nom de l'entreprise ou de l'organisation susmentionnée [veuillez cocher la case si nécessaire]

certifie par la présente que [veuillez cocher une des deux cases]

- il/elle
 l'entreprise ou l'organisation qu'il ou elle représente:

Le (la) soussigné(e) [nom du signataire du formulaire, à compléter]:

- en son nom propre (si l'opérateur économique est une personne physique, ou en cas de déclaration d'un directeur ou d'une personne nantie de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle sur l'opérateur économique¹)
ou
 représentant (si l'opérateur économique est une personne morale)

nom officiel complet (uniquement pour les personnes morales):

forme juridique officielle (uniquement pour les personnes morales):

adresse officielle en toutes lettres:

numéro d'enregistrement à la TVA:

déclare que l'entreprise ou l'organisation qu'il ou elle représente, ou il/elle:

- a) n'est pas en faillite ou ne fait pas l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou n'est pas dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;
- b) n'a pas fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle;

¹ À utiliser suivant la législation nationale du pays d'établissement du candidat ou du soumissionnaire, et dans les cas où le pouvoir adjudicateur l'estime nécessaire (cf. art. 134(4) du règlement d'exécution).

EACEA/2009/05

- c) n'a pas commis une faute grave constatée par tout moyen que le pouvoir adjudicateur peut justifier;
- d) a rempli toutes ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale et ses obligations relatives au paiement de ses impôts selon les dispositions légales du pays où elle est établie ou celles du pays du pouvoir adjudicateur, ou encore celles du pays où le marché doit s'exécuter;
- e) ne se rend pas coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par le pouvoir adjudicateur
- f) n'a pas fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés;
- g) n'a pas été, à la suite d'une autre procédure de passation de marchés ou de la procédure d'octroi d'une subvention financée par le budget communautaire, déclarée en faute grave d'exécution en raison du non-respect de ses obligations contractuelles.

En outre, le (la) soussigné(e) déclare sur l'honneur que:

- g) il/elle ne se trouve pas en situation de conflit d'intérêts par rapport au marché, un conflit d'intérêts pouvant résulter en particulier d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de relations familiales ou affectives ou de tout autre rapport pertinent ou intérêt partagé;
- h) il/elle informera immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute situation constituant un conflit d'intérêts ou susceptible de générer un conflit d'intérêts;
- i) il/elle n'a pas fait et ne fera pas d'offre de quelque nature que ce soit, de laquelle il/elle pourrait tirer profit dans le cadre du marché;
- j) il/elle n'a pas accordé ni n'accordera, n'a pas tenté ni ne tentera d'obtenir, n'a pas accepté ni n'acceptera le moindre avantage, financier ou en nature, à ou de quelque partie que ce soit, constituant une pratique illégale ou relevant de la corruption, directement ou indirectement, en tant qu'incitation ou récompense liée à l'attribution du marché;
- k) les informations fournies à l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» dans le contexte du présent appel d'offres sont exactes, sincères et complètes;
- l) en cas d'attribution du contrat, il/elle fournira la preuve que l'entreprise ou l'organisation qu'il/elle représente - ou il/elle - ne se trouve dans aucune des situations décrites aux points ci-dessus.

Des exemples de documents acceptés en tant que preuve peuvent être consultés à l'adresse suivante:

http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/2004_18/index_en.htm

En signant ce formulaire, le (la) soussigné(e) reconnaît qu'il (elle) est conscient(e) des sanctions administratives et financières décrites aux articles 133 et 134 b du règlement d'exécution (règlement n° 2342/2002 de la Commission, du 23/12/2002), et susceptibles d'être appliquées si l'une des déclarations ou informations transmises se révélait fausse.

Nom complet
[Veuillez compléter]

Date
[Veuillez compléter]

Signature
[Veuillez signer]